



Amit Bakhirta, CEO d'Anneau :

Un déficit budgétaire de 3 % à 6 % du produit intérieur brut (PIB) couplé à une dette d'environ 90 % du PIB (estimations d'Anneau pour 2022 sur la base d'une croissance économique de 3,9 %) pour une croissance économique inférieure à 4 % alors que l'inflation tourne déjà à 10,7 % (à mars 2022). Il y a des progrès à faire et cet affermissement nécessite humblement un changement de paradigme vers le 'long termisme' dans l'exercice de budgétisation gouvernementale, la budgétisation pluriannuelle. »



Frédéric Tyack, CEO d'Ascencia :

Avec la connexion de la station de métro à Phoenix Mall dès la fin de cette année ou encore le déploiement du concept du 42 Market Street dans nos autres centres commerciaux, nous continuons à innover en accord avec notre promesse de marque 'Shaping Singular Places', pour le bénéfice de tous nos stakeholders. 42 Market Street permet aux petites et moyennes entreprises de bénéficier d'un lieu pour proposer leurs produits aux Mauriciens. Nous continuerons à travailler de concert avec nos locataires et nos clients pour innover en fonction du contexte économique. »

243 086 touristes en quatre mois

Plus de 7 visiteurs sur 10 viennent de l'Europe

● Un peu plus de 800 000 touristes attendus à Maurice, selon les prévisions du FMI

Le pays a attiré 243 086 touristes durant les quatre premiers mois de l'année. Ces arrivées touristiques représentent environ 24 % de l'objectif du pays qui table sur un million de visiteurs sur l'ensemble de l'année.

Journaliste : CHRISTINA VILBRIN-LE BON | Infographie : NAZIRA FURJUN

243 086 touristes

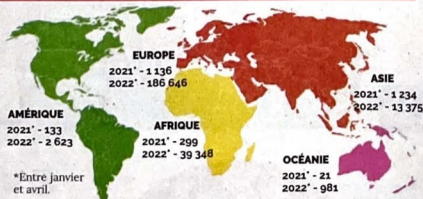
ont foulé le sol mauricien entre janvier et avril 2022, contre seulement **2 830** au cours de la même période en 2021 (NdIR : les frontières étaient fermées à l'époque).

Rs 7,89 milliards

C'est le montant des recettes touristiques enregistrées durant les deux premiers mois de l'année.

Le pays devrait accueillir un peu plus de 800 000 touristes cette année, prévoit le Fonds monétaire international (FMI) dans son Article IV Mission (NdIR : voir texte plus loin). « Les arrivées touristiques attendront ainsi environ 60 % de leur niveau pré-pandémie », précise le FMI. À savoir que le pays table sur le million de visiteurs en 2022.

Le nombre d'arrivées par continent



Entre janvier et avril...

242 185 touristes sont venus par avion et **901** sont venus par bateau.

120 837 hommes et **122 249** femmes au total ont foulé notre sol.

Les touristes ont passé **13 nuits** en moyenne à Maurice.

Évolution des arrivées touristiques

	2021	2022
Janvier	1 232	40 028
Février	1 229	52 724
Mars	311	66 066
Avril	58	84 268

Le Top 10 des pays d'où viennent les touristes*

France	68 182
Royaume-Uni	36 409
Afrique du Sud	26 263
Allemagne	23 996
Suisse	6 598
République Tchèque	6 530
La Réunion	6 481
Autriche	5 873
Inde	5 088
Italie	4 504

*Durant les quatre premiers mois de 2022.

Maurice continue d'attirer des Russes et des Ukrainiens en dépit de la guerre qui oppose les deux pays. En effet, entre janvier et avril, 3 728 Russes et 1 411 Ukrainiens sont venus à Maurice. Rien qu'au mois d'avril, on a accueilli 531 touristes de la Russie et 36 visiteurs de l'Ukraine.

LE CHIFFRE DU JOUR

Entre 1 500 et 2 800 litres

C'est la quantité de diesel qu'un autobus utilise chaque mois. Ce qui représente un budget actuel de Rs 74 400 / Rs 138 880 contre Rs 55 950 / Rs 104 440 avant la hausse des prix du carburant en décembre dernier. « Le carburant représenterait 60 % de nos revenus. Depuis ces dernières augmentations, ce pourcentage a grimpé pour atteindre les 75 % », indique Sunil Jeevooorain, secrétaire de la Mauritius Bus Owners Cooperative Federation.

LE MOT DE LA SEMAINE Biomasse

La biomasse désigne l'ensemble des matières organiques pouvant se transformer en énergie. On entend par matière organique aussi bien les matières d'origine végétale (résidus alimentaires, bois, feuilles) que celles d'origine animale (cadavres d'animaux, êtres vivants du sol). Il existe trois formes de biomasse présentant des caractéristiques physiques très variées : les solides (ex : paille, copeaux, bûches) ; les liquides (ex : huiles végétales, bioalcools) ; les gazeux (ex : biogaz). La biomasse est une réserve d'énergie considérable née de l'action du soleil grâce à la photosynthèse. Elle existe sous forme de carbone organique.





La marge de manœuvre du ministre des Finances décortiquée

L'exercice comptable 2022-23 de l'État sera scruté de part et d'autre avec attention au vu des nombreux défis majeurs auxquels est confronté le pays. Les attentes sont multiples dans un contexte économique particulièrement tendu. Quelle sera la réponse du ministre des Finances ? Les économistes craignent que la marge de manœuvre de Rengnaden Padayachy soit restreinte.

FABRICE LARÉTIF / SNEHA PERVAGH

PIERRE DINAN, ÉCONOMISTE

« Un effort commun accompagné d'une bonne gouvernance à tout épreuve »

Distinguer entre le court, moyen et long terme. C'est là un élément indispensable, selon Pierre Dinan, pour aborder le sujet de la marge de manœuvre. Dans le court terme, l'économiste affirme qu'il faut se préoccuper de ceux qui sont au bas de l'échelle. Cela passe par leur identification et des mesures adéquates.

Pierre Dinan fait comprendre que la marge de manœuvre du ministre des Finances n'est pas inexistante en dépit du fait que la dette publique est considérable. L'économiste insiste sur la nécessité d'éviter tout gaspillage. Le ministre des Finances devrait ainsi, selon lui, regarder la situation



de manière positive et envoyer le signal que le gouvernement encourage la reprise.

« Il nous faut un effort commun accompagné d'une bonne gouvernance à tout épreuve. Cela passe par un

encouragement aux Mauriciens à se mettre à l'œuvre du côté alimentaire et agricole. Autrement dit, la discipline, l'imagination et le travail à tous les niveaux », souligne Pierre Dinan.

D'autre part, Maurice pourrait se tourner, si besoin est, vers les institutions comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM), qui lui sont venues en aide dans le passé. D'ailleurs, l'économiste rappelle que dans les années 1980, le pays a surmonté des difficultés plus conséquentes qu'actuellement, avec le soutien du FMI et de la BM.

ZAYD SOOBEDAR, MANAGING DIRECTOR OF STRATEGIC INSIGHT

« Nous n'avons pas droit à l'erreur »

La chaîne d'approvisionnement, la logistique ou encore l'inflation importée sont des facteurs externes qui influencent l'économie locale. Il faut ajouter à cela la situation des réserves du pays et les ramifications persistantes de la Covid-19. Tous ces éléments font que le ministre des Finances dispose, selon Zayd Soobedar, d'une marge de manœuvre restreinte.

Le Managing Director of Strategic Insight insiste, « nous n'avons pas droit à l'erreur » quant au Budget 2022-23. Pour lui, il est important que le gouvernement adopte un plan d'action non seulement pour les 12 prochains mois, mais aussi pour le long terme.

Que devrait comporter ce plan ? En sus des mesures visant à promouvoir l'agriculture locale, le secteur manufacturier, Zayd Soobedar souligne la nécessité de proposer des incitations pour dynamiser la productivité et l'investissement dans la



technologie. Il précise que le soutien des entreprises et du secteur privé est essentiel. « Les entreprises doivent aller vers l'entreprise verte. Le gouvernement doit démocratiser l'accès au financement pour ce genre de projet. Il faut aussi créer un écosystème où les consultants, techniciens et autres stakeholders pourront aider les PME dans leur développement », dit-il.

De plus, la vitesse de la mise en œuvre des mesures est également un facteur primordial, affirme le Managing Director of Strategic Insight.

RAJEEV HASNAH, ÉCONOMISTE

« Les revenus et dépenses de l'État déterminent la marge de manœuvre »



Face à la hausse des dépenses courantes et sociales, le ministre des Finances devrait revoir l'allocation de ses dépenses prioritaires. C'est l'avis de Rajeev Hasnah. L'économiste souligne que même si la marge de manœuvre semble restreinte, l'on ne devrait pas voir du « money printing » de nouveau. Ce sont les revenus et dépenses de l'État qui déterminent la marge de manœuvre, précise-t-il. Reste à voir si le

gouvernement optera pour un déficit budgétaire élevé ou une hausse de ses dettes. Dans l'éventualité que la seconde option soit privilégiée, la marge de manœuvre ne serait pas limitée. « Il y aura des répercussions économiques, et cela qu'il importe le choix. Le niveau de la dette est un indicateur qui doit être pris en compte », poursuit l'économiste.

De plus, tout « grant » ou prêt obtenu jalonnera la marge de manœuvre du ministre des Finances. « Le plus important est que le gouvernement regarde ses priorités, la manière dont celles-ci seront financées et l'impact sur le court, moyen et long terme », conclut Rajeev Hasnah.

SANJAY MATADEEN, ÉCONOMISTE

« Le déficit budgétaire va grimper »

Le déficit budgétaire, actuellement autour de 3 %, va grimper davantage. Il y a tout d'abord des questions de timing, tempère l'économiste Sanjay Matadeen. Et pas non plus d'allofisme si le budget n'est pas équilibré. Car, les dépenses qui engendrent un déficit budgétaire contribuent à un effet multiplicateur dans l'économie. À condition qu'elles soient productives.

« Il faut essayer de trouver des fonds alloués l'année dernière à des projets qui n'ont pas débuté ou été concrétisés et les redistribuer dans le Budget 2022-23 », explique Sanjay Matadeen. Il soutient que la Contribution Sociale Généralisée (CSG) est



également une autre source de revenu pour l'État.

D'autre part, les relations diplomatiques avec les pays amis peuvent être utilisées pour obtenir des prêts et des versements, poursuit l'économiste.

NALINI BURN, ÉCONOMISTE

« Moins de marge de manœuvre pour des bêtises »

Les indicateurs économiques n'étaient pas favorables avant la pandémie. Et pour Nalini Burn, une mauvaise gestion a plongé le pays dans un marasme. Évoquant les problèmes d'ordre structurel, le niveau des réserves du pays ou encore de la dette, l'économiste s'inquiète du fait que le ministre des Finances se donne une certaine marge de manœuvre en dépréciant la roupie mauricienne.

« Il y a des gâcheries pour le Public Accounts Committee. Le système est inadéquatif car il protège le secteur public. Il faut se donner moins de marge de manœuvre pour faire des bêtises », martèle-t-elle. L'économiste se demande ce qu'il adviendra du Pay Research Bureau

alors que certains Mauriciens ont perdu leur emploi.

Elle déplore aussi l'absence de bilan après chaque budget. « Il faut arrêter de s'endetter pour des projets farfelus qui n'ont aucune valeur ajoutée », argue Nalini Burn.



AZAD JEETUN, ÉCONOMISTE

« Minimiser les dépenses inutiles et miser sur des mesures efficaces »

Compte tenu de la crise économique, il faut minimiser les dépenses inutiles et miser sur des mesures efficaces pour soutenir les Mauriciens,

avance l'économiste Azad Jeetun. Même si l'État propose des subventions sur les denrées alimentaires et des subsides, il devrait

aussi avoir des mesures à long terme, poursuit-il. « Ceci dit, l'argent public doit être utilisé efficacement et des mesures opportunes doivent

être prises pour aider les gens. Une solution à long terme doit être conçue et mise en œuvre pour rendre l'économie plus résiliente, poursuit Azad Jeetun.

ARVIND NILMADHUB, ÉCONOMISTE

« Jongler avec les chiffres »



La situation économique actuelle étant difficile, Arvind Nilmadhub concède que la marge de manœuvre du ministre des Finances pour le prochain Budget est restreinte. Il est toutefois d'avis que le budget attribué et non-utilisé pour certains projets annoncés l'année dernière peut être utilisé pour le présent exercice. « Le ministre des Finances devra jongler avec les chiffres. Maurice pourrait également s'appuyer sur des subventions de pays amis », suggère l'économiste.

DR TAKESH LUCKHO, ÉCONOMISTE

« La marge de manœuvre du ministre des Finances est très mince »

L'économiste est catégorique. « La marge de manœuvre du ministre des Finances est très mince. » Le Dr Takesh Luckho estime que le gros problème demeure le financement des dépenses budgétaires tout en étant soucieux du déficit budgétaire et de la dette publique. « Par les temps qui courent, avec l'augmentation du coût de la vie, il est primordial de soutenir les plus vulnérables mais aussi la classe moyenne. Bien évidemment, le Budget doit aussi dessiner le plan de



relance de l'économie mauricienne. »

SUDESH LALLCHAND, ÉCONOMISTE

« La marge de manœuvre est secondaire »

Chaque ministre des Finances a la responsabilité de trouver l'équilibre entre les dépenses et les revenus du gouvernement. Cela se fait à travers le Budget. L'exercice budgétaire de cette année devrait, selon Sudesh Lallchand, se focaliser sur les priorités que la paix sociale, la qualité de vie et éviter qu'une bonne partie de la population ne tombe dans l'extrême pauvreté.

« La marge de manœuvre est secondaire lorsqu'il y a des priorités. Il faut d'ailleurs enlever ce terme du dictionnaire budgétaire. Là où il y a la volonté, l'on trouvera l'argent nécessaire. La Banque de Maurice a des réserves », affirme l'économiste.



Sudesh Lallchand ne cache pas son mécontentement alors que, dit-il, le gouvernement dépense de l'argent dans des projets qui ne rapportent rien. De plus, évoque-t-il, les fonctionnaires

bénéficient d'une « entente de tolérance » dans un tel contexte. « Le budget est un exercice comptable qui est un jeu à somme nulle. Le budget prévoit les dépenses pour les cinq prochaines années. Nous avons aujourd'hui des dépenses qui sont inutiles et l'on ne peut prétendre que le ministre des Finances n'a pas de marge de manœuvre pour ce qui est essentiel », conclut Sudesh Lallchand.

AMIT BAKHIRTA, CEO D'ANNEAU

« Le cousin budgétaire est serré »

Alors que le cousin budgétaire est généralement toujours serré pour la plupart des gouvernements à travers le monde, il est encore plus pour le nôtre. « Les recettes fiscales ont considérablement diminué à l'opposé de notre niveau d'endettement qui a matériellement augmenté, en particulier par rapport au niveau d'avant la pandémie », observe Amit Bakhrita, CEO d'Anneau.

En dehors des banques, des services financiers dans une certaine mesure et de certaines entreprises très robustes, la plupart des entreprises ont vu leurs revenus se contracter, les coûts des intrants s'enlever et donc les

marges bénéficiaires nettes et les flux de trésorerie disponibles chuter, poursuit Amit Bakhrita.

Cela se traduit par des recettes budgétaires plus faibles, « nonobstant des recettes de la taxe sur la valeur ajoutée légèrement plus élevées sur la base des augmentations générales des prix dans l'économie », fait remarquer le CEO d'Anneau.

« Quel qu'il en soit, nous pensons qu'une certaine optimisation des dépenses budgétaires du capital et une focalisation sur l'investissement budgétaire (et la croissance des recettes fiscales), à ce stade de notre histoire, sont extrêmement importantes », affirme-t-il.

DR BHAVISH JUGURNATH, ÉCONOMISTE

« Le ministre des Finances n'a pas toutes les cartes en main »

À l'approche du Budget 2022-23, le ministre des Finances n'a certainement pas toutes les cartes nécessaires en main pour permettre au pays de se reconstruire facilement, fait comprendre le Dr Bhavish Jugurnath. Sur le plan économique, dit-il, il faut définir la feuille de route permettant à Maurice de s'adapter et de prospérer dans un monde post-pandémique. C'est l'occasion de tracer la voie vers une société plus juste, plus verte et plus inclusive.

Reste que les indicateurs macroéconomiques des deux dernières années ne vont pas faciliter la tâche du ministre des Finances. Le Dr Bhavish Jugurnath cite « une contraction économique de près de 15 % du produit

intérieur brut (PIB) en 2021 avec des licenciements de courte durée. En particulier, un secteur touristique déclarant Rs 60 milliards en devises, gardant à peine la tête hors de l'eau, avec des investissements directs étrangers en baisse à plus de 40 % et une forte augmentation de la dette publique, dont une hausse de 60 % de la dette extérieure ».

Tout cela, couplé à un taux de chômage de plus de 10 % de la population active et au risque d'une inflation galopante. Et il faut ajouter la guerre entre l'Ukraine et la Russie qui entraîne la hausse des coûts du pétrole, de l'énergie et de la consommation.

Ainsi, pour l'économiste, l'enjeu du prochain Budget sera de trouver un équilibre



entre la hausse du coût de la vie et de la dette publique. « Comme dans d'autres pays, l'adoption des technologies émergentes et de nouveaux secteurs de croissance tels que le Fintech Hub et le Medical Hub et l'économie bleue sont devenus très importants pour la reprise économique post-Covid et dans le contexte de la crise russo-ukrainienne », indique-t-il.

MANISHA DOOKHONY, ÉCONOMISTE

« Le moment opportun pour revoir le fonctionnement des services de l'État »

Manisha Dookhony n'a pas avec le dos de la cuillère. « Devant tous les scandales, en particulier liés à la Covid-19, le travail afin de réduire et contenir les dépenses est très important pour notre économie. » D'autant que le rapport de l'auditeur général met en lumière une série de dépenses inutiles, de paiements excessifs ou de documents non conformes, rappelle l'économiste. « Il est temps de réfléchir sérieusement à la vision, à l'efficacité et à l'amélioration des services gouvernementaux ».

Parallèlement à la gestion des fonds, des systèmes améliorant l'efficacité des services gouvernementaux, y compris des moyens d'identifier et de réduire les dépenses potentiellement frauduleuses, doivent être mis en place, propose-t-elle. « La crise actuelle serait un moment opportun pour revoir le fonctionnement des services de l'État. »

Autre suggestion : les



projets en cours doivent être maintenus. Les projets prévus peuvent être rééchelonnés, selon l'urgence.

« L'augmentation des droits d'accise, représentant 23 % des revenus, ou des taxes sur les jeux de hasard qui génèrent 3 % des recettes fiscales, sont certainement des domaines où le gouvernement pourrait obtenir plus de revenus à court terme. »

D'ailleurs, l'économiste estime que le secteur des jeux a la capacité de générer plus de revenus. « Il existe de

nouveaux types de jeux et de paris, notamment les sports électroniques ou les jeux en ligne tels que le poker en ligne. C'est un moyen pour le gouvernement d'obtenir des impôts ou de l'argent. »

Manisha Dookhony fait également valoir que si le gouvernement vise des gains rapides, la « tentation » est d'augmenter les impôts indirects par le biais d'une hausse de la TVA. « La TVA représente, à elle seule, environ un tiers de toutes les recettes fiscales. Ainsi, même une augmentation de 0,10 % de la TVA entraînera probablement une augmentation considérable des recettes fiscales. »

Sauf que, avec la perte de valeur de la roupie vis-à-vis des devises, les prix des produits importés et des matières premières se sont envolés. « L'ajout d'impôts supplémentaires sera un lourd fardeau pour les familles qui sont déjà en difficulté. »

Le maître mot du Budget 2022-23

Pour les économistes et opérateurs économiques, la réduction des dépenses publiques doit être le « maître mot » du gouvernement.

Le CEO d'Anneau, Amit Bakhrita, estime ainsi que le Budget 2022-23 doit essentiellement atténuer les pressions afin d'éviter l'appauvrissement des plus vulnérables. Pour ce faire, il propose « une coordination de conditions monétaires beaucoup plus serrées pour atténuer l'inflation hors contrôle. Ceci devrait idéalement marquer le début d'une consolidation budgétaire à l'île Maurice. Dans la même ordre d'idées, le Dr Bhavish Jugurnath est d'avis qu'il faut garantir une économie forte et dynamique. « Il est important de relever le niveau de vie de notre population, de fournir de bons emplois et des opportunités aux Mauriciens et générer des revenus afin que nous ayons les ressources pour en faire plus, en particulier pour les groupes les plus vulnérables ».

Pour sa part, l'économiste Manisha Dookhony juge important de contenir les dépenses. « Il faut mettre en place de nouvelles stratégies de relance économique à travers de nouveaux piliers de développement afin d'être plus compétitif à l'avenir. » Même son de cloche du côté du Dr Takesh Luckho. « Il faut dépenser sur les projets qui amèneront la croissance pour l'année fiscale 2022-23. »